Zeitschrift: Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique
Herausgeber: Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique
Band: 29 (2017)
Heft: 112

Artikel: Les chercheurs-réfugiés
Autor: Mathe, Guilain / Mohamed, Mohamed Ali / Dayi, Ayse
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-821672

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

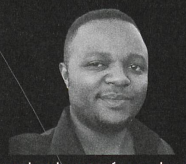
Les chercheurs-réfugiés

Ils ont fui leur pays pour rejoindre l'Europe. Trois universitaires racontent leur histoire.

LAUSANNE

Des recherches qui dérangent

GUILAIN MATHE, 34 ANS, POLITOLOGUE



Guilain Mathe a passé une bonne partie de sa carrière académique en exil. Ses recherches sur les massacres survenus pendant les guerres civiles dans la République démocratique du Congo ainsi que son engagement pour les droits de l'homme lui ont valu d'être *persona non grata* aux yeux du gouvernement. En 2008, il quitte son pays: «Je recevais constamment des menaces de mort.»

Après des séjours au Sénégal et en Côte d'Ivoire, le réseau Scholars at Risk lui permet de trouver une place à l'Université de Lausanne en 2011. Elle est d'abord financée par une bourse de l'établissement avant que la fondation allemande Gerda Henkel ne prenne le relais. En 2014, Guilain Mathe essaie de retourner au Congo, mais «ce fut un cauchemar», dit-il. La sécurité nationale l'arrête au Kivu et il subit intimidations et menaces, notamment pour ses recherches menées sur les rébellions du Congrès national pour la défense du peuple ainsi que du mouvement qui lui a succédé, le M23. Il s'enfuit en traversant la frontière ougandaise et revient en Suisse où il dépose en mai 2014 une demande d'asile. Elle sera acceptée en 2015. Entretemps, il commence à l'Université de Lausanne un doctorat qu'il espère achever cette année. Sa recherche porte sur le rôle des acteurs non gouvernementaux dans les processus de consolidation de la paix.

Même s'il se sent très bien en Suisse, son pays et sa famille lui manquent. «Le Congo pourrait être le paradis sur Terre.» Malheureusement, des dirigeants corrompus et les pillages des multinationales l'ont transformé en enfer. «C'est dommage», soupire Guilain Mathe.

BUKAVU, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

BERLIN

Hors de l'enfer, mais sans sa famille

MOHAMED ALI MOHAMED, 41 ANS, GÉOGRAPHE

Les images d'Alep sont effroyables. Il est difficile de s'imaginer qu'il n'y a pas si longtemps, on y dispensait un enseignement supérieur. Mohamed Ali Mohamed peut en témoigner: il a enseigné la cartographie à l'Institut de géographie de l'Université d'Alep jusqu'en septembre 2015. Il a vécu avec sa femme et ses trois enfants dans la deuxième ville de Syrie jusqu'au jour où une bombe a ravagé leur appartement. Il aurait voulu poursuivre son travail à l'université, mais la guerre civile lui a fait perdre son emploi. Il craignait en outre de se voir enrôler de force dans les troupes du régime.

A la fin de 2015, il réussit à entrer illégalement en Turquie. Ayant vécu de 2004 à 2010 à Berlin – il est diplômé de l'Université Humboldt –, il obtient début 2016 un contrat d'une année comme chercheur invité ainsi qu'un visa de l'ambassade d'Allemagne à Ankara. Quatre semaines après son départ de Syrie, il se retrouve à Berlin. Depuis juillet 2016, il bénéficie d'une bourse de la Philipp Schwartz-Initiative et peut poursuivre ses recherches sur les systèmes d'information géographique. Sa famille, elle, reste bloquée dans un camp de réfugiés en Syrie en raison de la fermeture de la frontière avec la Turquie.

Pour le moment, il peine à se concentrer sur son travail: «J'ai toujours peur pour ma famille», confie-t-il. Le géographe espère que la guerre prendra bientôt fin et qu'il pourra retourner enfin dans son pays et participer à sa reconstruction.

ALEP, SYRIE

LAUSANNE

En fuite après une simple signature

AYSE DAYI, 45 ANS, SOCIOLOGUE

«A Istanbul, chaque jour est une aventure», raconte Ayse Dayi. Sa ville natale, où elle occupait un poste de professeure assistante au Département de psychologie de l'Université Mayıs, lui manque. Mais elle a été forcée de la quitter.

En janvier 2016, la spécialiste des études de genre et de santé des femmes signe une pétition du groupe turc Academics for Peace qui proteste contre les opérations militaires et les violations des droits de l'homme commises par les forces armées. De nombreux chercheurs sont interrogés ou arrêtés. Ayse Dayi perd son emploi et se retrouve sur une liste noire qui équivaut à une interdiction de travailler.

Une connaissance l'aide à venir à l'Université de Lausanne en 2016, qui lui arrange un contrat de travail de deux ans dans le cadre du programme Scholars at risk. Ayse Dayi se dit très reconnaissante de pouvoir vivre en Suisse. A Lausanne, elle étudie l'influence des structures néolibérales du secteur de la santé sur les droits des femmes en matière de reproduction, une recherche conduite dans le cadre d'un projet international. La scientifique ne sait pas si elle retournera un jour à Istanbul. En Turquie, l'université n'est plus un lieu de réflexion critique, dit-elle. «L'oppression et la violence sont si fortes dans mon pays qu'une question aussi simple que ‹How are you?› est devenue absurde.»

ISTANBUL, TURQUIE